

Collectif Solidarité contre l'exclusion

Emploi et revenus pour tous

Adresse du Collectif Solidarité contre l'exclusion: 25 av. Depaire, 1020 Bruxelles.
 éd. et pas: 02/479.39.82, e-mail: collectif_emploi@skynet.be.

Éditeur responsable: Serge Remy, 124/14 rue des Abrébatés, 1040 Bruxelles.
 Dépôt légal: Bruxelles 2 - 1020 Bruxelles/Périodique bimestriel

EDITO Le Collectif Solidarité contre l'exclusion: emploi et revenus pour tous est bien vivant ! Il regorge d'activités. Les énergies du Collectif se mobilisent autour de la préparation des marches européennes contre le chômage, la précarité et l'exclusion. de Canal Marches-Belgique, des ateliers du Collectif et de notre forum qui aura lieu le dimanche 27 avril 1997 pour lequel vous trouverez une invitation encartée.

Nous avons collaboré activement à la réalisation et au succès des Assises européennes de lancement des marches qui ont eu lieu à Bruxelles, les 22 et 23 février derniers. Près de 600 personnes de toute l'Europe étaient présentes et sont reparties avec dans leurs bagages plein de dynamisme et de volonté de réussir ces marches. Quand vous lirez ces lignes les marches européennes contre le chômage, la précarité et l'exclusion auront démarré. Le 14 avril, le départ aura sonné pour les marches qui partent de Tanger, Almería, Sarajevo, Brest, ... Le premier numéro du journal belge des marches est repris à l'intérieur de ces pages. Nous vous annonçons la sortie de la première cassette VHS de Canal Marches, les marches filmées en vidéo par les marcheurs avec du matériel professionnel. Elle est en vente dès à présent (cfr page 19 où vous trouverez toutes les informations nécessaires à ce sujet). Les comités locaux organisent déjà maintenant la réservation de cars, de trains, ... pour Amsterdam le 14 juin 1997 (apogée de la marche). De nombreux comités locaux se mettent en place dont notamment celui d'Ixelles. Un comité local se met en place sur Ixelles et a pour siège le bureau du Collectif. Pour en savoir plus, contactez Antoinette Brouyaux au 02/649.46.01.

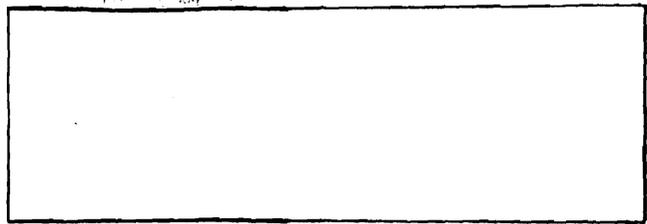
Les ateliers du Collectif continuent leur petit bonhomme de chemin. Vous pourrez lire dans ce numéro un compte-rendu de leur travail et leurs prochaines dates. De nouveaux ateliers se mettent en place. La prochaine assemblée générale du Collectif aura lieu au CNCN, 9 quai du Commerce, 1000 Bruxelles, le samedi 10 mai prochain à 14h00. L'ordre du jour parviendra aux membres du Collectif en temps voulu ainsi qu'une confirmation du lieu. Fixez déjà cette date dans votre agenda.

Nous vous inviterons bientôt à l'inauguration du bureau du Collectif. Ce sera le lieu de travail de Claire André, la future permanente du Collectif qui sera bientôt engagée grâce à un contrat d'A.C.S. L'appel au soutien financier à ce propos reste d'actualité.

L'actualité sociale ne fait que rappeler chaque jour la pertinence de notre action. Renault, Clabecq, Alcatel, ... la liste serait trop longue à énumérer. Les médias parlent presque chaque jour d'entreprises qui licencient.

Mais, jamais ils ne parlent du million de personnes sans emploi ou en situation précaire en Belgique et des 20 millions de chômeurs et 50 millions de pauvres en Europe.

D'autres initiatives relatives à l'emploi et à l'accès à un



revenu décent sont prévues.

Une manifestation à l'initiative du Front syndical CSC/FGTB se déroulera à Liège, le dimanche 19 avril 1997. Elle veut exprimer la volonté de la population liégeoise dans quatre domaines: l'emploi, la justice sociale, la solidarité et la citoyenneté responsable. Les syndicats invitent les associations à y participer. Tous non liégeois sont bien évidemment les bienvenus. De notre part, nous y serons présents avec un stand.

Le week-end des 25, 26 et 27 avril prochains. "Un Parcours Citoyen" à Ixelles coordonné par Causes Communes (tél.: 02/640.63.38) aura pour objectif de permettre aux initiatives citoyennes qu'elles quelles soient de se rencontrer. Nous y participons. Ainsi, le vendredi 25 à 18h30, au 53 rue Malibran dans la Salle "Le Grenier" nous organisons un débat autour de la marche européenne et sera intitulé "Marcher pour qui ? pourquoi ? Qu'est-ce que ça va changer ?"

Suite page 2

Notre forum aura lieu le dimanche 27 avril 1997 de 9h30 à 17h00, à la C.N.E., 176 chaussée d'Haecht, 1030 Bruxelles.

Pour plus de renseignements ou vous inscrire, vous pouvez former le 02/479.39.82.

Programme:

- 10h : un débat: Quels emplois, quel temps de travail et quels revenus pour les hommes et les femmes ? avec Jo Brew, Marie-Rose Clinet, Jacques Baudouin et Fanny Filosof et vous;
- 12h30 : repas (réservation nécessaire),
- 14h00 : présentation du travail des ateliers et répartition des groupes de travail;
- 16h30 : Claire Villiers, cheville ouvrière de la mobilisation des chômeurs en France et des marches européennes évoquera et débattrà avec nous de propositions de thèmes de débats pour les forums organisés aux points de chute de la marche;
- 17h30 : verre de clôture.

(Suite de la première page) et nous visionnerons la première cassette de "Canal Marche": le samedi 26 avril: la peinture de calicots originaux pour les marches sera réalisée en direct (Renseignements: Antoinette Brouyaux: 02/649.46.01).

Ken Coates, député européen, organise les 22 et 23 mai 1997 "Une Convention européenne pour le Plein Emploi" sur base de son appel pour le plein emploi paru dans notre numéro précédent (Secrétariat bruxellois: 02/284.52.97).

L'agenda page 20 vous donnera d'autres informations.

En avant-dernière page, vous trouverez un texte qui rappelle qui nous sommes: la genèse du projet, quelle est notre raison d'être et les objectifs du Collectif. L'appel du Collectif est disponible sur demande. Pour l'obtenir, il vous suffit de téléphoner ou de le demander par écrit au Secrétariat central du Collectif.

Dans les prochains numéros, vous trouverez chaque fois une présentation d'un mouvement de chômeurs en Belgique ou à l'étranger.

Ce journal est le vôtre. Si vous avez envie d'y collaborer et de renforcer l'équipe qui y travaille, vous êtes le bienvenu ou la bienvenue. N'hésitez pas à contacter Claire André (02/479.39.82) qui se fera une joie de vous expliquer plus amplement comment l'équipe journal fonctionnera.

Bonne lecture. A bientôt au forum ou lors du passage des marches dans votre région et surtout rendez-vous à Amsterdam le 14 juin 1997. Nous devons y être nombreux pour revendiquer une Europe sociale à visage humain et telle que nous l'appelons de nos vœux.

L'équipe de coordination.

Les ateliers

Certains des navires durent s'acclimater à l'environnement, aux conditions météorologiques -> cabotage avant de trouver leur rythme de croisière en pleine mer. Il est loin d'être trop tard pour monter à bord de l'un (ou de plusieurs) d'entre eux: l'escale du Forum est l'occasion d'étoffer davantage la flotille qui est déjà en service.

Venez affronter les éléments (du débat), tenter de dévoiler ou de hisser le pavillon de combat en valeureuse compagnie, voire, pourquoi pas ?, prétendre faire office de vigie sur les flots agités de l'immensité socio-économique. Être sur le pont toutes les deux semaines (périodicité de la plupart des ateliers) permet généralement, même aux moins disponibles, de ne pas croupir en permanence à fond de cale...

Rappelons ici que le cours des échanges, exposés et souhaits propres à chacun des groupes n'appelle en nulle manière l'assentiment d'une « Instance tutélaire », que celle-ci fasse partie intégrante du Collectif (groupe de coordination, assemblée générale, comité de pilotage des Forums,...) ou non.

« C'est la faute à... »

Version « vue et corrigée » par le responsable de l'atelier

Premier constat propre à décomplexer les non-spécialistes qui ressentent confusément que les spécialistes les mènent en bateau: en matière de théorie économique, il n'existe pas de théorie scientifique vraie une fois pour toute. Y compris dans des sciences « exactes » comme la physique, les chercheurs reconnaissent qu'il y a un « filtre » entre le réel et l'explication. A plus forte raison en économie... Et la « vérité » scientifique est un enjeu: il y a des explications qui servent tel ou tel type de démarche. Le mouvement ouvrier à ses débuts l'avait bien compris et ne réclamait pas seulement une amélioration des conditions matérielles de la classe ouvrière. Il visait aussi sa conscientisation. Avant la première guerre mondiale, le parti socialiste allemand (dont Rosa Luxemburg était une figure éminente) finançait de véritables universités ouvrières avec les cotisations de ses membres. Voilà un retour aux sources qui ne ferait pas de mal !

Les causes auxquelles on attribue le chômage sont multiples et évoluent dans le temps. On nous dit, au choix, que c'est la faute aux salaires trop élevés, à la productivité, au manque de qualification, aux technologies, à la mondialisation, aux marchés financiers, aux femmes d'ici, aux enfants d'ailleurs, à l'égoïsme de ceux qui ont un emploi, aux jeunes qui ne veulent pas travailler... Dans chaque explication, on trouve

bien un élément vrai mais, comme il n'y a pas que cela, elle n'est pas pertinente pour autant.

Si le salaire diminue, l'emploi...

Prenons par exemple le rapport salaire-emploi. Pour produire une certaine quantité, on combine du travail (des salaires) et du capital (des investissements). Si le travail est bon marché, on combine beaucoup de travail et peu de capital. Par contre, si le travail coûte cher, le capitaliste peut avoir intérêt à investir dans des machines. Donc, on pourrait dire que plus le salaire augmente, plus l'emploi diminue. C'est ce qu'on peut appeler l'effet de substitution.

Mais ce qui intéresse le capitaliste, ce n'est pas de produire mais de faire du profit. Plus le salaire augmente, plus le profit diminue, donc plus les investissements diminuent, donc plus la production s'en ressent et plus l'emploi diminue. D'où le théorème de Schmidt: « les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain ».

Récemment une autre notion est apparue: la compétitivité. Si les salaires baissent, les prix des produits nationaux baissent et le pays peut exporter davantage. A l'inverse, si les salaires augmentent, la compétitivité diminue, entraînant la baisse de la production et la chute de l'emploi.

On pourrait donc dire que la relation entre salaire et emploi est toujours inverse: les salaires montent, l'emploi baisse. Admirable cohérence qui arrange bien tous ceux qui trouvent qu'un travailleur coûte toujours

trop cher... Mais d'autres relations fonctionnent en sens inverse.

Entrée en scène de l'effet Phillips: si le salaire baisse, le chômage se réduit, mais le chômage se réduisant, les salaires ont tendance à repartir à la hausse (force de rappel). Par ailleurs, les salaires sont une charge pour les entreprises mais sont aussi un revenu pour les travailleurs. Donc si les salaires augmentent, les travailleurs ont plus de moyens pour consommer. Donc la production augmente et l'emploi augmente. C'est l'effet dit « de débouchés ». Enfin, il faut aussi voir ce que paie le salaire: à savoir une qualité de travail. Si la hausse des salaires s'accompagne d'une hausse de la qualification, celle-ci peut avoir un effet positif sur la compétitivité.

Le chômage: pas un problème mais une solution!

Jusqu'à la fin des années '70, le taux de croissance de la production et le taux de profit chutaient en même temps. A partir des années '80, alors que le taux de croissance continuait à baisser, il y a eu un rétablissement du taux de profit dans les sept pays les plus riches du monde. Que ces pays soient gouvernés par des libéraux ou par des socialistes, ce rétablissement s'est fait par différents mécanismes correcteurs, dont l'explosion du chômage. Autrement dit, pour le capitalisme, le chômage n'est pas un problème mais une solution. D'abord les chômeurs ne sont plus à la charge des entreprises. Ensuite, le capitalisme va chercher son profit ailleurs que dans la relation directe salaire-emploi, par des mécanismes qui ont à voir avec la politique des revenus.

Entre 1985 et 1995, les détenteurs de capitaux et les sociétés ont trouvé les moyens d'augmenter leurs revenus en jouant sur la productivité des heures travaillées et sur le prix du travail mais aussi sur la répartition de l'ensemble des revenus nationaux via les impôts. Le faible taux de l'impôt des sociétés, l'augmentation des cotisations sociales, c'est à dire du salaire indirect, l'augmentation de la fiscalité sur le travail, les remboursements croissants de la dette publique, sont autant d'instruments qui ont permis à la classe bourgeoise, via l'Etat, de redistribuer le revenu national à son profit.

Mécanismes multiples et poudre aux yeux

Que conclure de tout ceci ? Simplement qu'il y a des mécanismes à des niveaux différents. Aucune théorie ne peut à elle seule expliquer le chômage et le sous-emploi. Donc aucune théorie ne peut apporter à elle seule LA solution. Pour réduire le chômage, il n'y a qu'à diminuer les salaires ? Ah oui ? Et jusqu'à quel niveau ? Une simulation pour la sidérurgie wallonne a montré que ses ouvriers devraient être payés moins que l'allocation de chômage... Intenable.

En attendant, la classe constituée, avec ses idéologues, ses techniciens et ses moyens financiers, parvient toujours à expliquer comment résoudre ses problèmes (qu'elle travestit en problèmes de toute la société).

La plus grande mystification, c'est le discours sur la mondialisation. Si cela veut dire que l'économie des pays de toute la Terre est interconnectée, cela n'est pas nouveau. Quand les marchands d'esclaves déplaçaient des travailleurs d'un continent à l'autre, qu'était-ce donc ? Cela ne veut pas dire non plus que l'on va

vers un marché mondial libre. Essayez de vendre une Volkswagen au Japon. Il n'y a pas unification du marché mondial mais fragmentation selon des zones d'influence bien définies. Quant à la menace « je vais délocaliser », elle s'apparente à un coup de poker: la menace se réalisera-t-elle ou non ?

De toute façon, les délocalisations fonctionnent dans tous les sens, pas seulement du salaire le plus haut vers le salaire le plus bas (car il y a une limite au remplacement d'un travailleur qualifié par des travailleurs non qualifiés). Enfin, le plus gros volume d'emplois perdus n'est pas explicable par des délocalisations mais bien par des fermetures d'entreprises, des faillites de PME et des suppressions de postes dans les secteurs publics.

La seule voie possible pour « sauver » l'emploi dans le système capitaliste serait de trouver de nouveaux secteurs mais c'est difficile car les effets sur l'environnement ne peuvent plus être traités par le mépris et il y a des problèmes de marchés (vu notamment le manque de solvabilité des clients potentiels du tiers monde). Ou alors une « bonne » guerre qui décimerait la main d'oeuvre excédentaire et qui recréerait des besoins en biens d'équipement ? Ce serait sympathique de trouver autre chose...

Sortir du cadre qui nous piège

Que faire ? Certainement pas attaquer le marché, la compétitivité... sur le mode sentimental. Psalmodier que le capital le plus important est le capital humain (comme le disait... Staline), c'est accrédi-ter l'idée que l'économie de marché peut être humaine.

C'est l'idéologie de marché elle-même qu'il faut remettre en cause. La question n'est pas: « comment redistribuer l'emploi qui existe ? » (et dont le volume n'a pas diminué, contrairement à ce que pourrait laisser croire le nombre de sans emploi). C'est plutôt: « comment reconverter l'économie ? ». Une piste pourrait être de la reconstruire à partir des besoins *a priori* (et non *a posteriori*) de ses acteurs: que faut-il produire et comment le produire ?

Autrement dit, il faut déplacer le cadre de discussion, refuser les discours du style: « les conditions du marché font que même si on n'est pas d'accord, il faut bien les respecter ». Les conditions du marché ne sont jamais que ce qu'on veut bien en dire. Jusqu'à il n'y a pas si longtemps, face à l'idée de privatiser le téléphone, les chemins de fer... on disait qu'économiquement des investissements d'infrastructure aussi importants ne pouvaient être garantis que par l'Etat...

Le dernier mot de l'atelier fut qu'il faut rendre les citoyens plus conscients du système de référence. En dessous de chaque « contrainte » économique, il y a une « valeur » qui est imposée à tous par ceux qui sont du côté du manche. Le défi est donc bien de changer le rapport de forces et d'imposer nos propres valeurs pour construire une nouvelle société, avec une nouvelle économie.

Micro-solutions et projet de société

Ça risque de prendre du temps. Or, les laissés(e)s pour compte du système actuel n'ont pas le temps

d'attendre. Alors, puisqu'il n'y a pas une solution unique, battons-nous tous azimuts: pour le partage de l'emploi et l'élargissement de la notion d'emploi, pour la création et le financement de nouveaux services utiles à la population, pour le partage des revenus (là, manifestement, il n'y a pas de pénurie en vue !)... Toute solution partielle est bonne à prendre, à condition de garder présent à l'esprit le fil rouge (ou multicolore, si vous préférez): cette micro-solution est-elle compatible avec les valeurs qui nous permettront de fonder une société plus vivable pour toutes et tous ?

Quelle autre société ?

Initiateur: Maurice Delogne - tél.: 02/647.14.29.

Après six rencontres, la réponse à l'interrogation ci-dessus n'est pas acquise. Peut-être ne le sera-t-elle jamais.

Quelques considérations générales semblent se dégager.

La société de demain ne sera autre que si elle est différente. Ses fondements devraient reposer sur des **activités** dont le but serait la satisfaction des besoins de tous et partout. Il y a lieu de présumer que le volume de l'emploi **salarié**, physique et intellectuel, continuera à se contracter tant dans les activités de production que dans celles des services publics et privés. Un des problèmes de demain sera donc celui d'une répartition **équitable** des richesses et revenus. La propriété privée des moyens de production est la **source** la plus importante, directe et indirecte, de la plupart des inégalités sociales, des exclusions. La propriété en elle-même n'est rien, elle est improductive aussi longtemps qu'elle n'est pas utilisée. C'est l'utilisation, l'usage, d'une propriété qui est la source de **toute nouvelle valeur**.

La simple logique exigerait donc le remplacement du droit de propriété par le droit d'usage, lequel serait transmissible en ligne directe comme l'est actuellement le droit de propriété.

L'irrationalité de la société dont les activités visent le profit est illustrée par l'**inactivité forcée** d'une quantité considérable de capacités physiques et intellectuelles ET, dans le même temps, par l'insatisfaction de besoins d'un nombre de plus en plus grand de consommateurs. La société de demain devra satisfaire un maximum de besoins en utilisant localement un maximum de moyens humains et matériels et en disposant d'un maximum de pouvoirs.

Poursuite du cheminement entamé:

A la suite d'une formalisation de ce que nous admettons comme principes organisationnels du meilleur « vivre ensemble » possible, nous nous attellerons à relever les mécanismes ou structures auxquels ils devraient s'appliquer.

Prochaines réunions: à 19h30, deux jeudis par mois (les 17/04, 15/05, ... relâche le 01/05 !)

Lieu: «Le Pantin», 355 chaussée d'Ixelles, 1050 Bxl (à 50 m de la place Flagey - bus 71, tram 81)

Vers un revenu inconditionnel ?

Initiateurs: Stéphane Roberti - tél.: 02/673.69.71 - et Sébastien Denis - 02/219.58.89

De quoi parlons-nous ?

L'idée d'une allocation universelle a été « médiatisée » en 1985, à la suite de la parution dans la *Revue nouvelle* d'un article du collectif Charles Fourier. En (très) gros, il s'agit de supprimer les indemnités sociales (sauf dans les soins de santé) et de verser chaque mois à chaque citoyen une somme suffisante pour couvrir les besoins d'un individu vivant seul. Chaque citoyen y aurait droit, dès la naissance, qu'il travaille ou qu'il ne travaille pas, qu'il habite seul ou en communauté, qu'il ait ou non travaillé dans le passé. Le montant versé ne serait modulé qu'en fonction de l'âge et du degré éventuel d'invalidité.

Cette idée prétend:

- Affronter la pauvreté de manière plus efficace
- Partager le travail rémunéré
- Décimer les tâches ingrates
- Encourager l'emploi alternatif

Les débats que nous avons eu

(au cours des cinq premières séances) !

- Quels arguments plaident-ils en faveur et en défaveur de l'allocation universelle ?
- Quelle faisabilité politique ?
- Les allocations familiales ne devraient-elles pas être un droit de l'enfant ?
- Quel devrait être le montant de l'allocation universelle ?
- Quelle faisabilité économique ?

Réunions: à 20h, un jeudi sur 2 (24/4 avec Bruno Gilain et Matéo Alaluf comme intervenants, 8/5, ...)

Lieu: Centre Libertaire, 65 rue du Midi, 1000 Bxl (à deux pas de la Bourse)

Réseaux d'échanges de savoirs (RES)

Thème: Echanger des savoirs, mettre ses expériences de vie à disposition des autres, participer à une dynamique de création collective... N'est-ce pas participer à la construction de la société du temps libéré ?

Temps libéré dans la vie de chacun, par le partage du travail... Temps libéré pour s'investir dans autre chose, et accorder la valeur qu'elles méritent aux activités communautaires, à l'exercice quotidien de la citoyenneté et au développement de soi... D'autant qu'à terme, cela est générateur d'espoirs (d'utopies) nouveaux et ... d'emploi.

Responsable:

Michel Bastin, tél.: 02/514.21.58 (répondeur);

Paula Romero, tél: 218.56.08 (lundi, mardi matins)

Michèle Boereboom, tél: 230.62.60 (jeudi après-midi)

Lieu: Maison de Quartier Chambéry, 24 rue de Chambéry, 1040 Bxl, bus: 34-36-80 et tram 81.

Dates: Samedi 26 avril, Echanges d'expériences RES et autres. Heure: 14h00

Quelle participation des citoyens dans les choix de politique européenne ?

Comment relier le citoyen et le politique dans sa dimension européenne...

Le Rapport de Philippe Herzog (député européen) a été bien accueilli, mais il reste encore trop abstrait et trop éloigné pour le citoyen. Les propositions du Rapport peuvent au minimum être considérées comme des structures d'accueil et de dialogue pour favoriser la démocratie au sein des institutions européennes.

Pour rappel, le Rapport Herzog comporte quatre aspects:

- **Délibération publique des politiques de l'Union**
- **Information des citoyens**
- **Expression et consultation des citoyens et des acteurs sociaux**
- **Représentation des citoyens**

Deux approches complémentaires ont été évoquées:

1) Les gens en ont assez du « Langage-Valium » ! Il faut du concret tout en faisant passer un message compréhensible sur le concept européen. Le citoyen ne se mobilisera pas pour un Parlement européen plus fort ou pour des modifications dans les institutions européennes.

Il faut toucher les gens dans leur vécu quotidien. Partir de leurs problèmes et leurs préoccupations. Partir du niveau individuel et local, pour s'ouvrir ensuite à d'autres dimensions: relationnelle, sociale, européenne. Bref, du concret et des actions de terrain.

2) Il faut promouvoir les propositions d'Herzog, en parler, et les rendre plus concrètes; élargir le débat en l'invitant chez nous. Comment faire pour que le Parlement ait plus de pouvoirs et que nos élus prennent leurs responsabilités ? Il y a urgence !

D'une part on peut développer et faire connaître des outils d'évaluation du travail parlementaire (proposés par Euroscore). Ou s'associer à des initiatives de parlementaires progressistes.

D'autre part, il existe un grand nombre d'initiatives issues du monde associatif qui devraient être sensibilisées davantage aux propositions de participation citoyenne (ex.: les Marches européennes, le Forum de la société civile, etc.). Ces initiatives devraient mieux s'emboîter, aborder des sujets « palpables », et puis en venir aux rôles et pouvoirs du Parlement européen.

Poursuite du cheminement entamé:

En nous inspirant du Rapport Herzog, nous rédigerons un texte (publié dans le prochain numéro du Bulletin de liaison) qui montrera l'importance et les enjeux d'une participation au niveau européen. Il doit être simple, court et compréhensible par tous. Ce texte sera destiné aux associations qui touchent déjà le monde poli-

tique. Nous pourrions décider par la suite de toucher directement le monde politique ainsi que les média.

Discrimination raciale et emploi

Initiatrice:

Hanane El Bouzakhi - tél: 219.59.55 (en soirée).

L'exclusion raciale au niveau de l'emploi est une réalité que vivent encore trop d'étrangers..., malgré les lois existantes, certains employeurs n'hésitent pas à se baser sur la nationalité pour sélectionner leurs employés. Ne pas être engagé parce que son C.V. ne remplit pas les conditions demandées par l'employeur (diplômes, expérience,...) est le sort que connaissent beaucoup de chômeurs, mais être refusé lors d'une sélection seulement parce que l'on n'a pas la « bonne nationalité » est une injustice que nous devons continuer à dénoncer. ON nous parle d'intégration... peut-elle se faire sans une place sociale, c'est à dire un emploi décent ? Et depuis la création de l'Europe économique, nous subissons l'exclusion au niveau européen, puisque certaines offres stipulent « CEE UNIQUEMENT ».

Il y a effectivement la naturalisation, mais celle-ci n'est qu'une aide théorique la plupart du temps. On a une différence ethnique, qui ne disparaîtra pas avec un acte administratif.

Poursuite du cheminement entamé:

De notre atelier (après quatre réunions) sortent quelques pistes que nous continuons à travailler (ex.: reconnaître les qualités professionnelles, appliquer la loi de manière plus significative, informer les étrangers de leurs droits, arriver à faire changer les mentalités, à sensibiliser les employeurs au problème du racisme, faire disparaître les préjugés, etc.). Et sûrement bien d'autres moyens, que nous espérons ajouter à notre liste.

Réunions: à 18h, le 3ème vendredi du mois (18/04, 16/05,...)

Lieu: Boutique d'emploi (Bruxelles laïque), 17 rue du Méridien, 1210 Bruxelles.

Comment mobiliser les sans-emploi et les précaires?

Initiatrice: Claire André, 25 av Depaire, 1020 BXL tél. 647.14.29, E-Mail: collectif.emploi@linkline.be

Le groupe a jugé opportun de changer le titre de l'atelier. "Comment mobiliser les chômeurs ?" En effet, ne parler que des chômeurs aurait voulu dire que les minimexés ou les personnes qui ont de trop faibles revenus pour vivre décemment étaient oubliées. Une dizaine de personnes prennent part à l'atelier coordonné par Claire André.

L'atelier a défini ses objectifs. Ils sont nombreux. En résumé, ils visent à affiner nos connaissances en matière d'associations de chômeurs existantes et du vécu des sans-emploi et précaires que ce soit en Belgique ou à l'étranger. Les Marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions seront un excellent terrain d'études. Claire a déjà entamé une série de voyages pour approfondir ce savoir. Elle est partie en Allemagne, après les Assises européennes du 22 et 23 avril, avec l'association espagnole "Baladre" qu'elle avait rencontré à la Conférence annuelle du Réseau Européen

des Chômeurs en novembre 96. De plus, elle a assisté aux stages des marcheurs et vidéastes français du 29 mars au 5 avril 1997. Elle a été invitée à parler de la situation belge au Congrès du M.N.C.P. (Mouvement National des Chômeurs et Précaires) et a pris à cette occasion une série de contacts avec les associations de chômeurs qui constituent ce réseau. Celui-ci est fort riche et nous apporte(ra) beaucoup dans nos réflexions et actions. Bref, l'atelier dispose d'une série de documents fort intéressants qu'il faudra exploiter.

Concrètement et pour commencer, nous avons opté pour deux actions: réaliser un questionnaire que nous allons diffuser auprès des sans-emploi et précaires, et nous allons organiser des lieux de parole afin de briser la solitude, et créer des liens de solidarité pour ceux qui sont confrontés à la perte d'un emploi ou en situation de précarité, et leur donner le moyen de se défendre, et de s'organiser de manière indépendante.

Jusqu'à présent, sur quatre réunions, nous avons reçu trois invités:

Philippe PAERMENTIER de la C.S.C.-Sans Emploi. Nous avons invité quelqu'un de la F.G.T.B., mais il n'est pas venu. Nous espérons que ce n'est que partie remise. Philippe P. nous a surtout donné une série de raisons, et pourquoi il y avait tant de difficultés pour mobiliser les chômeurs. Nous voulons arriver à déjouer ces pièges et réussir notre action. Philippe P. conclut que les syndicats doivent s'ouvrir aux associations et se démocratiser s'ils veulent continuer à exister. D'autres combats et d'autres solidarités doivent être créés. Il est nécessaire qu'ils soient portés par un grand nombre de gens. Il s'est dit prêt et enthousiaste pour re-

venir nous expliquer le fonctionnement, les réalisations... des comités de chômeurs. Nous espérons pouvoir l'accueillir à nouveau prochainement.

- Nina Horowitz de l'Autre Lieu est venue nous présenter l'association où elle travaille qui se veut une alternative à la psychiatrie. Ainsi, ils organisent l'accueil de personnes qui ont dû faire un séjour court ou plus ou moins long dans un hôpital psychiatrique. Ils recherchent d'ailleurs à cet effet des familles d'accueil. Si vous êtes intéressés, contactez l'Autre Lieu au 02/230.62.60. Elle nous a présenté les Journées d'Etude "Santé mentale & société" organisés les 23 et 24 mai 1997 (cf agenda page x)
- Lucienne Henrard (que Claire a rencontré dans le train en revenant de Paris: il y a parfois des hasards heureux ... !) est venue nous présenter le mémoire qu'elle voudrait réaliser: "Chômage, crise personnelle: deuil et renaissance". Vous trouverez, dans notre prochain journal, son article à ce sujet ou si vous avez accès à internet, il sera bientôt installé sur un des sites du Collectif.

Cet atelier est ouvert à tous ceux qui veulent réfléchir et agir pour aider les sans-emploi et précaires, à s'organiser pour défendre leurs droits, et produire un changement dans leur situation trop longtemps restée sans solution de sortie. Des comptes-rendus de chaque atelier ont été réalisés. Ils sont à votre disposition. Vous pourrez y participer lors du forum du 27 avril 1997 (cf invitation au Forum).

Réunions: à 20h, un lundi sur 2 (21/4, 5/5,...)

Lieu: Centre Libertaire, 65 rue du Midi, 1000 Bxl (près de la Bourse)

LES TEXTES DES AUTRES ATELIERS NE NOUS SONT PARVENUS...

Les nouveaux ateliers

Rendez-vous (presque) immanquable pour tous ceux que le sort des divers vaisseaux (et de leur équipage) ne laisse indifférents: le mouillage général dans les eaux claires du Forum

Syndicats : nouveaux défis, nouvelles stratégies

Initiateur : François VERHULST

A partir de l'histoire et du fonctionnement actuel des syndicats, réflexion sur la défense aujourd'hui des intérêts des non-actifs. Comment tisser le lien entre la militance syndicale et associative pour exiger un changement de société

Réduction du temps de travail

Initiateur : Didier Coeumelle

Les économies des pays les plus « riches » produisent toujours plus et toujours plus vite. Beaucoup savent que, même en engageant pour subvenir à des besoins sociaux non satisfaits, le plein emploi de 40 heures par semaine est à ranger dans le magasin aux souvenirs des Golden sixties.

Des millions d'heures de travail ne sont plus nécessaires.

Quelques questions à aborder

- Faut-il répartir le temps de travail disponible entre tous et donc diminuer le temps de tous ou seulement diminuer le temps de travail de ceux qui le souhaitent ?
- Le salaire restera-t-il le même pour tous ? En d'autres termes, qui va payer ? Le patron, le travailleur, ou l'Etat ?
- Comment diminuer le temps du labeur ? 32 h tout de suite, 3/4 temps dans 5 an, 1 h de moins chaque année ?

Nos lecteurs nous écrivent

A PROPOS DES A.L.E., DES SERVICES DE PROXIMITE ET DE L'ECONOMIE SOCIALE...

S'il convient bien de faire la part des choses entre ce que représentent actuellement les A.L.E. et la création d'emplois à part entière dans les services de proximité, j'aimerais à travers ces quelques lignes vous faire part de certaines observations que j'espère pertinentes...

Tout d'abord, c'est à la demande même de chômeurs que les A.L.E. ont été mises en place par Michel Hansenne lorsqu'il était ministre de l'Emploi et du Travail, il y a une dizaine d'années, demande qui avait été formulée dans les « comités de travailleurs sans emploi » de la C.S.C. (ou de la C.N.E.), donc bien avant que Miet Smet en fasse l'outil d'exclusion que les agences locales pour l'emploi sont devenues aujourd'hui, pervertissant ce qui était au départ un outil d'intégration ou de réintégration de la manière que l'on sait.

Ensuite, si une partie importante des boulots offerts dans le cadre des A.L.E. relèvent d'une nouvelle forme de domesticité (on passe d'une femme de ménage engagée au noir à un(e) domestique engagé(e) au « gris » - si la personne qui engage a les moyens de payer quelqu'un avec la sécurité sociale et/ou s'il s'agit d'un(e) cadre surmené(e), il y a de quoi se poser des questions...), certains travaux rentrent parfaitement dans la philosophie de l'économie solidaire et du service public: pensons à tout ce qu'offrent les administrations communales en la matière, aux services aux malades et aux personnes âgées ou à l'aide en cas de catastrophe...

Il n'y a donc pas de cloison étanche entre les A.L.E. et l'économie sociale, une forme d'économie que tout concorde à promouvoir dans la situation actuelle. On peut seulement regretter que les A.L.E. fassent une concurrence dommageable aux vrais emplois, qu'ils produisent un effet de substitution.

Mais je pense cependant qu'il est plus juste de se battre pour améliorer le statut des A.L.E. que pour leur disparition. En France, les chèques-services qui représentent une partie du salaire et les contrats emploi-solidarité constituent déjà un premier pas dans ce sens. De toute façon, ce qui est prioritaire, c'est d'en revenir à la situation de liberté qui prévalait avant que le gouvernement ne se soit décidé à utiliser tout ce qu'il pouvait se mettre sous la dent pour exclure les chômeurs des statistiques. Une situation de liberté qui profite autant au chômeur, heureux de pouvoir utiliser le temps dont il dispose pour rendre un service à la société, qu'au demandeur, plus heureux de bénéficier des services d'une personne qui travaille librement, hors de toute contrainte décidée par une institution extérieure.

Ce qui n'empêche pas par ailleurs de demander aux pouvoirs publics de reconnaître l'économie sociale comme un pôle de l'économie à part entière. L'expérience de l'association *Terre* montre que ce secteur est viable, et nombre d'initiatives correspondant à des besoins sociaux non satisfaits ou ayant des conséquences favorables pour l'environnement (la récupération, par exemple) pourraient voir le jour si elles étaient en partie subsidiées, avec un coût pour la collectivité sans doute largement moindre par emploi créé que ce qu'implique actuellement le maintien de certains secteurs de l'économie « classique », comme la sidérurgie.

André LECLERCQ

DE LA RESISTANCE A L'EXIGENCE !

Nous en prenons plein la gueule, nous sommes meurtris, notre dignité est bafouée. Nous regrettons l'hier où nous étions actifs (ceux qui l'on été). Une légitime colère nous habite, la résignation nous guette. Nous nous accrochons à des acquis que nous prenons pour des droits et nous vitupérons « LA SOCIETE » qui nous asservit.

C'EST FINI

La société EST au service de l'humain. Nous sommes TOUS nés, ETRES VIVANTS, sur cette terre et notre DROIT NATUREL est d'y trouver notre subsistance. Aujourd'hui EST le temps de l'exigence, de la construction. Nous sommes vivants et nous avons le devoir de tout faire pour ETRE heureux.

Les progrès technologiques, la facilité des communications et leur mondialisation, la fragile économie libérale lancée dans sa phase d'autodestruction et notre aspiration à plus d'EXISTENCE et

de RESPECT sont les conditions réunies à l'émergence d'un nouvel ART DE VIVRE.

L'Europe EST déjà le berceau de cette nouvelle civilisation simplement parce que nous le sentons, nous l'espérons, nous le voulons.

Veillons sur l'embryon, préparons sa naissance et son épanouissement. Soyons les premiers acteurs de cette nouvelle civilisation de paix, de respect et d'harmonie. Et, concrètement, militons pour être le laboratoire de l'Allocation Universelle. Demandons l'Allocation Universelle.

HAUREZ Jean-Luc
24 r. LF Dethier
4910 Theux
087/53.05.07

EVOLUTION OU MUTATION : y a-t-il un problème d'emplois ?

Ce dimanche, quelque 100.000 personnes ont manifesté pour l'emploi ! Est-ce bien sérieux ? Nous y étions pourtant, par solidarité.

Le progrès des sciences et des techniques depuis un siècle, et surtout depuis les années trente, fait qu'il n'y a plus besoin de l'Homme pour de multiples tâches qui sont réalisées par les machines. Les robots, l'informatique, la bureautique, l'organisation du travail, a permis à l'industrie et l'agriculture de remplacer l'Homme dans de multiples postes de travail.

Et nous protestons, alors que nous devrions nous réjouir, surtout pour tous les travaux avilissants, abrutissants, insalubres... qui n'apportent rien à l'émancipation de l'Homme mais l'aliène, quotidiennement.

Nous réjouir ? Mais de quoi vivre si nous n'avons pas de travail ? Là est le problème tant que nos revenus seront liés à l'emploi; car il n'y aura jamais plus le plein emploi. Et c'est une bonne chose !

La plupart d'entre nous n'acceptons pas cette réalité car nous raisonnons dans le cadre étroit du système économique actuel qui n'a pas pour but de donner du travail aux gens, ni des revenus, mais uniquement de faire du profit, des bénéfices, pour les actionnaires ou les propriétaires de l'entreprise.

Ne nous étonnons pas que Renault-Vilvorde ferme ses portes puisqu'il y a surproduction, comme dans d'autres entreprises...

Cette réalité prouve que notre système économique n'est plus adapté à la société de l'abondance (dans les pays techniquement développés s'entend), de plus les Hommes du XXIème siècle ne sont plus prêts à vivre comme des esclaves. Ils veulent profiter des fruits des richesses produites et ne pas devenir des exclus avec des allocations de misère, et des rejetés quand on est sanctionné par l'ONEM.

Il n'y a pas d'autres solutions que de sortir du système capitaliste, dit libéral, et de créer un système économique dont le but est de satisfaire les besoins humains, en tenant compte des contraintes écologiques et du bonheur de l'homme. Sans oublier les peuples des pays pauvres qui ont d'immenses besoins élémentaires non satisfaits.

Un rêve ? Non, la seule réalité possible. C'est parce que on nous intoxique de faux problèmes et de discours mystificateurs que nous n'y voyons pas clair, que nous croyons que l'on peut améliorer notre système économique par l'une ou l'autre réglementation.

Il faut aussi que l'argent n'ait d'autre fonction que de permettre l'achat des biens et des services. Fini la thésaurisation et la spéculation qui fait que les riches sont toujours plus riches et les pauvres toujours plus pauvres.

Enfin, les revenus ne seront plus liés au travail - puisqu'il n'y en a plus pour tous et qu'il y en aura de moins en moins - mais bien lié à la richesse produite, par les travailleurs et les machines et les robots...

C'est donc à un partage de la richesse produite, que chacun pourra prétendre de la naissance jusqu'à sa mort. Ce n'est pas l'Allocation Universelle, qui ne partage rien, ne change rien aux aberrations du système actuel, c'est à un véritable partage égalitaire, en fonction des richesses produites, qui permettra de donner à chacun les moyens de consommer ce qui sera produit et selon ses besoins et ses choix.

Notre société n'est pas en crise, elle est en mutation.

Il n'y a pas un problème d'emplois mais un problème de distribution de revenus. Normal puisque ce sont ceux qui possèdent la richesse qui fixent les règles de la distribution en prélevant leurs bénéfices.

Ce n'est donc pas des emplois qu'il faut réclamer mais des revenus.

Pour cela il faut impérativement accepter que nous devons « muter »; changer peu à peu nos mentalités. Dans l'immédiat il faut diminuer les heures de travail, partager le travail selon les secteurs afin que les exclus qui peuvent travailler retrouvent un revenu mais en même temps nous devons nous unir pour créer le parti qui se présentera un jour aux élections avec pour programme le partage de la richesse produite et la modification du rôle de l'argent.

C'est techniquement possible, humainement réalisable si nous le voulons, si nous y croyons et si nous n'attendons pas que les décideurs actuels le fassent pour nous. Ils ne le feront pas !

Pour en savoir plus sur cette économie des besoins, lisez « MUTER OU CHUTER » ou « KHOU L'AHURI ».

Lucien GOSSET Mouvement pour l'Economie Distributive

Présentation d'associations

L'ASBL Flora, Réseau pour la formation et la création d'emplois avec des femmes.

Le réseau *Flora* rassemble depuis 1993 des associations bruxelloises, flamandes et wallonnes impliquées dans la formation et l'insertion socioprofessionnelle de femmes peu scolarisées et défavorisées. Il est constitué en association sans but lucratif depuis fin 1996.

Le nom abrégé du réseau fait référence à la déesse romaine, symbole d'énergie florissante, et à Flora Tristan, symbole de solidarité, d'opiniâtreté face à l'adversité et d'esprit précurseur.

Porté par des femmes responsables d'associations et de coordinations d'associations, le réseau *Flora* s'adresse aux personnes et aux associations travaillant ou voulant travailler, entièrement ou partiellement, avec des femmes peu scolarisées. Le noyau de base est constitué par la *Buurtcooperatie* (Leuven), la CO-BEFF (Coordination Bruxelloise pour l'Emploi et la Formation des Femmes, *Créasol* (Liège), E.V.A. (Emancipatie Via Arbeid à Brussel), *Forma* (Namur) et *Le Gerموir* (Charleroi).

Depuis sa création, le réseau s'est élargi à plus de 20 initiatives et concerne chaque année plus de 3000 femmes inscrites dans les actions de formation ou de tremplin vers l'emploi.

D'après ses statuts, l'association « a pour objet, à l'exclusion de tout but lucratif, de favoriser le partenariat, aux niveaux régional, communautaire, fédéral et transnational, entre des opérateurs d'actions d'insertion s'adressant à des femmes peu scolarisées et à faible revenus, afin de développer des actions communes de tous types dans une perspective d'égalité des chances et d'économie solidaire ».

Axes d'activité pour 1997

- Echanges ciblés d'expériences entre opérateurs via des conférences, séminaires et journées d'étude:
 - ◊ matinée sur l'économie sociale au Québec et en Belgique;
 - ◊ rencontre avec des projets de femmes maliens (dans le cadre de leurs échanges avec le *Gerموir*);
 - ◊ matinée sur le genre et l'économie sociale (en collaboration avec *Solidarité des Alternatives wallonnes* et la *Fondation Roi Baudouin*);
 - ◊ journée d'information et de réflexion sur les méthodes d'affirmation de soi et d'autodéfense face à la violence physique, à l'usage des responsables de programmes de formation ou de mise à l'emploi...
- Transfert de savoir-faire et mise en réseau de pratiques de terrain;
 - ◊ Aide à la construction d'action et à la gestion de projets;
 - ◊ Analyse des besoins et exploration des moyens pour y répondre;

En 1996, *Flora* a commencé à explorer les méthodes à mettre en oeuvre pour renforcer la synergie entre l'acquisition de compétences, l'intégration biographique et l'intégration sociale afin de favoriser l'accès des stagiaires à l'emploi. Cette exploration se poursuit en 1997. Les notions de « genre » et d'« empowerment » suscitent également des réflexions qui devront déboucher sur le financement de programmes d'action.

- Publication du trimestriel d'information *Coulisses/n*;
- Informations aux associations de base (évolution des législations, programmes européens, dispositifs fédéraux, régionaux ou locaux pour l'insertion socioprofessionnelle, suivi de l'actualité politique et sociale).

- Coordination nationale du projet NOW II MIRA :

Dans le cadre de son objectif de soutien technique aux initiatives de création d'emplois, *Flora* assure la coordination des échanges d'informations entre les participants au consortium qui s'est constitué en '94-'95 en vue de réaliser une recherche-action dans le cadre du programme NOW II. Ce consortium rassemblait VIBOSO, E.V.A., le *Réseau bruxellois de soutien à la création d'emploi avec des femmes* et SAW/*Crédal*, chacun de ces promoteurs travaillant en liaison avec des associations de terrain (membres ou non de *Flora*) et en partenariat transnational avec des projets similaires. La recherche-action est destinée à susciter des emplois nouveaux par et pour des femmes (peu scolarisées et plus qualifiées), afin de répondre à des besoins sociaux et économiques décelés dans l'environnement des associations et/ou dans celui des femmes candidates à la création de leur emploi.

- Sensibilisation des instances les plus diverses aux intérêts des femmes défavorisées :
 - ◊ Intervention dans des colloques, congrès, séminaires (forum du Collectif le 27 avril, forums de l'écologie politique « Education (d') à venir » et « Femmes et prise de décision », colloque de l'Association belge de la presse d'entreprise sur le télétravail...)
 - ◊ Présence dans des réseaux regroupant des promoteurs de projets dans le cadre de la formation par le travail, de l'économie sociale, etc. On notera en particulier la présence active de *Flora* dans le *Working Group on Alternative Economics and Trade* du réseau WIDE.
- Développement des capacités d'expression et de prise de parole des femmes et de leur prise de conscience de l'environnement dans lequel elles évoluent :
 - ◊ Participation au projet « Raconter et écrire » porté par *Le monde selon les femmes*;
 - ◊ Participation aux étapes belges des *Marches européennes contre le chômage et la précarité*;
 - ◊ Préparation dans les groupes de base d'un forum sur l'allocation universelle qui se tiendra en 1998;
 - ◊ Travail avec les stagiaires entrant en formation en septembre sur ce qu'elles veulent réellement en termes d'emploi, de revenus, de contacts, de travail et, en parallèle, prise de contacts pour élargir le débat à des groupes qui ne soient pas seulement de femmes peu scolarisées.

- Sensibilisation à la dimension européenne et à l'apport du Fonds social européen.
- Collaboration avec des équipes universitaires pour donner une assise scientifique aux pratiques de terrain;
- Soutien à des mémoires ou thèses sur des sujets intéressant notre public (recherches de la KUL, mémoire sur la dimension femme dans la formation au sein de la FOPA...);
- Recherche JUMP réalisée à la demande du Service Egalité des Chances du Ministère de l'Emploi et du Travail; à partir d'une enquête de terrain, élaboration de fiches de sensibilisation aux facteurs qui favorisent ou compliquent l'insertion socioprofessionnelle des femmes peu scolarisées, à destination des formateurs, des instances intermédiaires et des employeurs.
- Analyse des emplois peu qualifiés dans les hôpitaux pour l'application du Maribel social.

Pour obtenir des informations complémentaires sur le réseau *Flora*, vous pouvez vous adresser au secrétariat permanent francophone (Marie-Rose Clinet - 7 r Bovy - 4000 Liège - Tél. et Fax : 04/253.24.15) ou néerlandophone (Julia Rottiers - *Buurtcoöperatie* - Dijkstraat, 9 - 3000 Leuven - Tel en Fax : 016/23.84.74).

Marie-Rose Clinet

Les marches

CANAL MARCHES:

Un projet vidéo qui permet l'expression et les témoignages

La Marche européenne contre le chômage, la précarité et l'exclusion sera filmée par ses acteurs eux-mêmes.

Ainsi des chômeurs et autres victimes de l'exclusion sociale de toute l'Europe munis d'une petite caméra témoigneront de leurs rencontres, expériences et combats à travers l'Europe tout au long de la marche. **Jamais rien de semblable n'a été tenté à l'échelle de l'Europe.** Ce projet peut paraître fou vu l'importance de l'investissement matériel et humain que cela suppose. **Et pourtant... ce projet devient réalité.**

Chaque marcheur-vidéaste élaborera son propre "carnet de bord vidéo". Il filmera chaque jour les événements de la marche ainsi que des portraits de personnes rencontrées au fil du parcours. *Ces images se déclineront en trois projets distincts:* "les carnets de bord" proprement dits, le magazine vidéo de "Canal Marches" et pour chaque pays traversé, la possibilité de monter une cassette sur la marche.

Le projet "Canal Marches" se décline en quatre numéros: le premier est déjà disponible. Il présente les assises européennes à Bruxelles du 22 et 23 mai 1997 et rassemble un panorama des luttes contre le chômage, les exclusions. Le second sera disponible le 28 avril et retracera les premiers jours des marches avec des images prises sur les divers parcours en Europe. Le troisième sera mis à disposition le 23 mai et donnera des images des marches à mi course. Le quatrième devrait être prêt pour le 25 juin et nous fera vivre les derniers moments des marches et l'arrivée à Amsterdam.

Des chômeurs, minimexés, ... de Belgique filmeront eux-mêmes leur voyage. Certains sont amateurs et ont appris récemment ou vont apprendre très prochainement à utiliser une caméra Hi8. D'autres sont des professionnels. Ils construiront leur "carnet de bord" et leurs images seront reprises dans "Canal Marches". Une cassette spécifique aux différentes marches en Belgique sera montée et diffusée après la marche.

"Canal Marches" constituera une sorte de gigantesque carnet de voyage vidéo avec des images de chaque pays traversé. Il pourra faire l'objet, pendant et à l'issue des marches de formes multiples de diffusion.

La spécificité de ce projet est remarquable car d'une part elle sera filmée de l'intérieur dans toute sa progression et donnera la parole et le droit à l'image à ceux qui sont trop souvent absents des écrans. D'autre part, elle permet à des personnes précarisées de se réapproprier un outil audio-visuel qui ne leur est pas facilement accessible. Ils pourront ainsi donner leur propre interprétation de leur vécu et du monde qui les entoure. Après tout, il y a longtemps que des journaux écrits sont produits dans les associations ou par de simples citoyens alors qu'il n'en va pas de même pour les moyens audiovisuels.

Aujourd'hui, des moyens légers permettent de réinvestir ce champ. "Canal Marches" en constitue une expérience à grande échelle.

Pendant la marche, la première cassette sera présentée et vendue et sera présentée aux télévisions locales, nationales, etc... Nous organisons en ce moment la diffusion du numéro 1 de "Canal Marches". Si vous êtes intéressés par sa distribution, contactez Claire André au 02/479.39.82. Elle est en vente au prix de 600 FB ou de 780 FB (prix de soutien). Elle sera à votre disposition lors du Forum du 27 avril et pendant le Week-end du parcours citoyen (cfr édito).

L'innovation sociale et culturelle passe sur la route... Ne ratez pas son passage, commandez dès maintenant la cassette numéro 1 de "Canal Marches". Un numéro de compte spécifique vient d'être ouvert à cet effet. "Canal Marches Belgique" est le 001-3033731-35. Pour les frais d'envoi, il faudra ajouter 100 FB au montant indiqué ci-dessus. Veuillez mentionner "Achat du n° 1 de Canal Marches".

La réussite de cet ambitieux projet ne se fera pas sans moyens. Aussi, nous sommes à la recherche de sponsors et de soutiens financiers. Nous aurons besoin de louer ou d'assurer des caméras, d'acheter une cinquantaine de cassettes Hi8 voire plus, ... Si vous pouvez nous prêter du matériel, ce serait sympa de nous en avvertir. Un moyen concret de montrer votre solidarité à cette initiative serait de financer une ou plusieurs cassettes Hi8 pour les marcheurs-vidéastes. Le coût d'une cassette Hi8 est de 300 FB. Vous pouvez verser vos dons au numéro de compte: "001-3033731-35" de "Canal Marches Belgique" avec la mention: "soutien financier".

D'avance, l'équipe qui se met en place pour réussir ce travail vous remercie chaleureusement.

coordination et contact
pour "Canal Marches Belgique":
Claire ANDRE tél.: 02/479.39.82..

suite p. 13.



Marches européennes contre le chômage, la précarité et l'exclusion
Du 14 avril au 14 juin 1997 vers Amsterdam

Groupe d'initiative pour la Belgique
34 rue de la Tulipe 1050 Bxl - Tél: 02/502.37.80 Fax: 02/513.02.55

dans toute l'Europe, marchons contre le chômage, la précarité, les exclusions: vers Amsterdam !

Du 14 avril au 14 juin 1997, des milliers de femmes et d'hommes se mettront en marche à travers l'Europe.

Nous partirons de nos villages et communes, nos entreprises et écoles. Nous sillonnerons les routes, passerons à travers la capitale de nos pays et convergerons vers Amsterdam. Partout, il y aura des comités pour nous accueillir, nous héberger, nous soutenir. Nous nous adresserons aux entreprises, aux écoles et aux universités. Nous interpellons décideurs politiques et acteurs sociaux.

En démarrant de Sarajevo, Tanger et Varsovie, nous tendons la main de la solidarité internationale au Sud et à l'Est, au-delà de l'Union Européenne.

Tous et toutes nous marcherons ensemble vers Amsterdam.

Car c'est là, les 16 et 17 juin 1997, que le futur de l'Europe devrait être décidé par les chefs de gouvernement réunis au sommet de clôture de la Conférence Intergouvernementale de révision du traité de Maastricht.

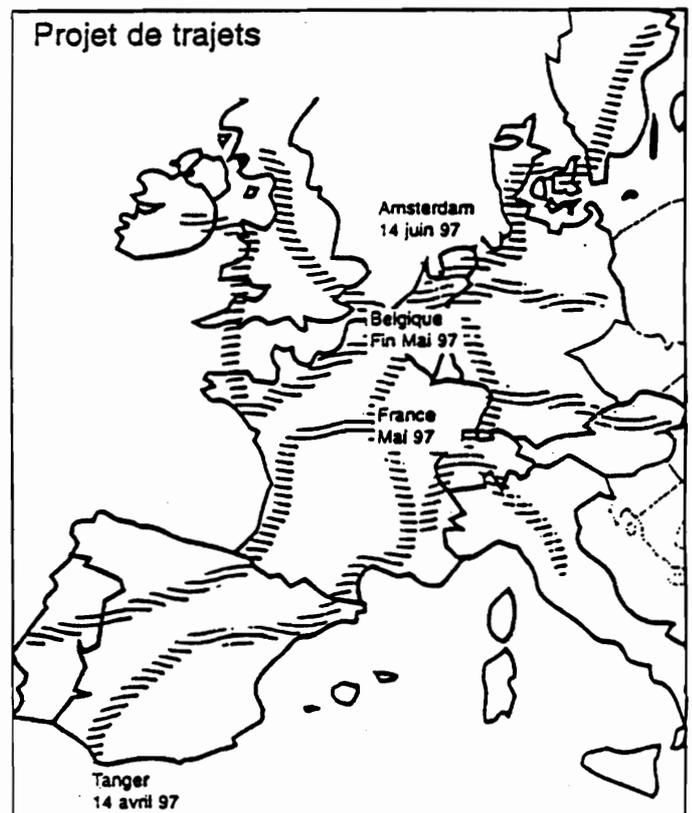
Chômeurs et chômeuses, salarié(e)s et exclu(e)s, sans logis et sans droits,.... nous nous sommes engagé(e)s dans cet effort sans précédent, car nous craignons le pire : rien n'est vraiment prévu pour les sans abris, les 20 millions de chômeurs et les 50 millions de pauvres. Des millions de travailleurs sont inquiets pour leur avenir.

Nous ne croyons plus aux promesses. Nous sommes déçus et amers car nous avons été bernés par des paroles sans actes. Cela fait des années que cela dure.

Nous voulons le faire savoir à toute l'Europe, de la base au sommet. Refusant la fatalité, nous avons décidé d'agir. Nous ne nous contenterons plus de bonnes paroles ou de bonne volonté.

Nous ne comprenons pas pourquoi cette Europe, si riche et si puissante, serait incapable de donner à chacun et à chacune un emploi valable, un revenu décent, un logis convenable, le droit à la santé et à la formation.

Nous voulons espérer ensemble - Rejoignez-nous !



Notre appel : L'APPEL DE FLORENCE (Juin 1996)

Il y a aujourd'hui, dans l'Union européenne, 20 millions de chômeurs officiellement recensés et 50 millions d'habitants qui vivent dans une situation de pauvreté. Chacun de nous peut être victime de cette régression. La fragmentation sociale s'aggrave, le chômage et la pauvreté fragilisent les situations personnelles, accentuent la dégradation des conditions de travail des salariés, tirent les revenus et les droits sociaux de la majorité de la population vers le bas, exacerbent le racisme, accroissent les inégalités. Pendant ce temps la concentration des richesses, des moyens de production et de la terre se poursuit.

Cette situation est intolérable.

L'Union Européenne a entamé cette année une discussion sur son avenir avec le déroulement de la Conférence intergouvernementale.

Nous refusons que les discussions se limitent à des questions institutionnelles ou que, derrière un discours sur la priorité à l'emploi, ne soient prises des mesures qui précarisent encore la situation des salariés. Sur le fond, tout laisse à penser que ne seront pas traités les problèmes sociaux qui préoccupent au premier plan les populations de nos pays.

Nous pensons, au contraire, qu'une politique

radicale et résolue de lutte contre le chômage s'impose.

Cette politique doit, en mesure d'urgence, permettre à tous les chômeurs, précaires et démunis de vivre dignement et aux paysans de vivre de leur terre. Ce qui implique, y compris pour les immigrés, le droit au logement, à l'éducation, à la santé, la liberté de circuler, l'égalité homme-femme et le droit à un revenu suffisant pour une vie décente.

Cette politique doit réaffirmer :

- l'Europe du plein emploi où quiconque qui le désire doit pouvoir travailler pour un revenu décent,

- la création d'emplois nouveaux, en particulier dans les secteurs comme la santé, l'éducation ou la défense de l'environnement, qui répondent aux besoins de la société.

La diminution du chômage de masse passe, dans une période où les gains de productivité sont importants, par une réduction massive du temps de travail, sans diminution du niveau de vie des salariés, avec embauche immédiate.

Pour que ces solutions politiques soient prises en compte, il faut une mobilisation de toutes et tous, salariés, chômeurs, paysans, jeunes, retraités... et tous ceux, habitants de l'Europe,

qui sont frappés ou menacés par l'exclusion.

Nous appelons à des marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions.

* Pour se retrouver à Amsterdam le 14 juin 1997, les signataires appellent :

- à créer nationalement, régionalement et localement des comités d'organisation des marches regroupant syndicats, associations et individus soutenant ce projet.

Premières organisations signataires en Communauté Française (27.1.97):

Association pour la Paix, CNAFD / Avec Vous, Emmaüs / La Poudrière, Fédération francophone belge pour le Planning familial et l'Education Sexuelle, Fondation Jacquemotte, Fondation Synergie Solidaire, Jeunesse & Ecologie, Jeunesse Maghrébine, Jeunesse Ouvrière Chrétienne, Kairos-Europe-Belgique, La Lucame, M.C.P.-Bruxelles, Mensuel C4, MIRVIRG, MRAX, OXFAM-Solidarité, Union Liégeoise pour la Défense de la Paix, Rassemblement des Femmes pour la Paix, Présence et Action Culturelles, Socialisme Sans Frontières, Solidarité contre l'Exclusion, Solidarités Nouvelles

Des comités d'initiatives en Belgique

Depuis janvier 97, les premiers comités sont en place à Bruxelles, Charleroi, Gand et Liège. D'autres sont en formation. Nous préparons des assises européennes de lancement des marches qui auront lieu à Bruxelles les 22 et 23 février 1997. Ces assises permettront de faire l'état de préparation dans les différents pays européens, de discuter des revendications et des solutions pour construire une Europe différente. Ces assises seront l'occasion de discussions larges entre militants syndicaux et associatifs venant de toute l'Europe...

Nous préparons aussi dès à présent une grande manifestation à Amsterdam le samedi 14 juin 1997.

A Amsterdam

Pour informer largement des initiatives prises dans toute l'Europe, l'équipe d'animation éditera dès février 97 un bulletin d'information " à Amsterdam " qui remplira une double fonction: donner des informations et permettre une mobilisation et un soutien financier indispensables à la réussite des marches européennes.

Adhésion et abonnement de soutien

- Je marque mon accord avec l'appel de Florence.
- Je souhaite aider à la mobilisation pour les marches européennes dans un comité local d'accueil.
- Je veux participer à l'une des marches.
- Je soutiens financièrement les marches et m'abonne au bulletin d'information A AMSTERDAM en versant FB sur le compte n° 068-2197839-40 des Marches européennes (abonnement ordinaire : 100 frs - abonnement de soutien 1.000 frs et plus)

Nom, Prénom:

Fonction/qualité :

Organisation :

Adresse :

Tél : / Fax : /

Talon à renvoyer au secrétariat des marches européennes: 34 rue de la Tulipe - 1050 Bruxelles -
tél : 02 / 502 37 80 - télécopie : 02 / 513 02 55

fax: même numéro mais attention c'est un modem. il faut téléphoner avant de faxer !
e-mail: collectif.emploi@linkline.be
Adresse: 25 av. Depaire, 1020 Bruxelles.
Numéro de compte: 001-3033731-35.

Canal Marches

Le magazine vidéo des marcheurs: un outil nouveau pour animer les interventions, les réunions politiques...

Le numéro 1 est disponible. **Durée: 32 minutes. VHS Pal ou Secam**

Au sommaire: Un panorama international des luttes contre le chômage, les exclusions et la précarité. Les témoignages de chômeurs, de sans domicile et de syndicalistes de toute l'Europe. Illustrés de nombreuses images de luttes, en France et en Europe (les marches de 94 en France, de 1995 et 1996 en Espagne; la lutte des dockers de Liverpool filmée par Ken Loach, etc...) ns les numéros suivants, les images tournées sur les marches par les "marcheurs vidéastes":

Numéro 2: disponible à partir du 28 avril 3: 23 mai 4: 25 juin.

Bulletin de Commande

Nombre de K7 du n°1: à 780 FB: prix de soutien;
 à 600 FB: public public;

(Frais d'envoi: ajouter 100 FB à votre versement) avec la mention "Achat du n° 1 de Canal Marches".
 Délai de livraison 15 jours ouvrables après paiement au compte repris ci-dessous.

Numéro de compte de "Canal Marches Belgique": 001-3033731-35.

Bon à renvoyer: au Collectif Solidarité contre l'exclusion, 25 avenue Depaire, 1020 Bruxelles
fax au 02/479.39.82 mais téléphoner avant car le fax est un modem.

e-mail: collectif.emploi@linkline.be
Pour tous renseignements: Claire André, tél.: 02/479.39.82

Nom:
Prénom:
Association:
Adresse:
Code postal:
Ville ou Commune:
Téléphone: /
Fax: /



Marches européennes contre le chômage, la précarité et l'exclusion
du 14 avril au 14 juin 1997 vers Amsterdam

Groupe d'initiative pour la Belgique
34 rue de la Tulipe 1050 Bruxelles - Tél: 02/502 37 80 - Fax: 02/513 02 55 - Compte 068-2197839-40

APPEL AUX FAMILLES D'ACCUEIL ET MARCHEURS

Cher(s) ami(s),

Les Marches Européennes contre le chômage, la précarité et l'exclusion auront lieu du 14 avril au 14 juin 1997. Ces marches sont organisées par de nombreuses associations, syndicats et mouvements, d'origine idéologique diverse mais ayant une même idée : il est temps de réclamer l'Europe des citoyens et des valeurs humaines contre l'Europe du capitalisme et du néolibéralisme (voir à ce sujet l'Appel de Florence).

Entre le 25 et le 27 mai 97, la marche traversera la frontière belge. Trois groupes de marcheurs traverseront la Belgique. Un premier groupe traversera la Flandre, un deuxième passera par Tournai (26/05), le Borinage (27/05), La Louvière (28/05), Tubize (29/05), Bruxelles (week-end du 1er juin) pour remonter vers Anvers, un troisième groupe traversera la Wallonie par Dinant (26/05), Namur (27/05), Andenne (28/05), Huy (29/05), Seraing (30/05), Liège (31/05) et entrera aux Pays Bas par Maastricht.

Il faut naturellement prévoir accueil et hébergement pour ces euro-marcheurs qui traverseront la Belgique. C'est pourquoi nous cherchons des familles d'accueil, ce qui permettra de faire participer ceux qui ne peuvent pas marcher.

Qu'attend-on d'une famille d'accueil ?

Nous demandons de prendre en charge un/des marcheur(s) en fin d'après midi, de lui/leur offrir un repas chaud et de lui/leur permettre de se rafraîchir, puis de le/les conduire à l'activité qui est organisée en soirée. Une bonne nuit de repos sera la bienvenue. Un petit déjeuner ainsi qu'un pique-nique seront les bienvenus pour le moral des marcheurs.

Nous nous engageons à vous tenir au courant du déroulement de la marche et un secrétariat permanent sera à votre disposition pour résoudre tout problème urgent.

FORMULAIRE FAMILLE D'ACCUEIL

Je m'engage comme famille d'accueil pour euro-marcheurs à l'étape de :

Tournai / Bruxelles

- lundi 26/05 à Tournai
- mardi 27/05 au Borinage
- mercredi 28/05 à La Louvière
- jeudi 29/05 à Tubize
- vendredi 30/05 à Bruxelles
- samedi 31/05 à Bruxelles

Givet / Bruxelles

- dimanche 25/05 à Givet
- lundi 26/05 à Charleroi - sud
- mardi 27/05 à Charleroi - nord
- mercredi 28/05 à La Louvière

Givet / Namur / Liège / Maastricht

- lundi 26/05 à Dinant
- mardi 27/05 à Namur
- mercredi 28/05 à Andenne
- jeudi 29/05 à Huy
- vendredi 30/05 à Seraing
- samedi 31/05 à Liège

Je peux accueillir :

- une personne
- un couple
- personnes

Je peux m'exprimer et comprendre les langues suivantes :

- français anglais néerlandais espagnol portugais autre

Nom, prénom :

Adresse :

Code Postal : Commune ou Ville :

Tél : Fax :

Formulaire à renvoyer au secrétariat des
Marchés Européennes - 34 rue de la Tulipe - 1050 Bruxelles
tél : 02/502 37 80 - fax : 02/513 02 55

Dans toute l'Europe, marchons vers Amsterdam !

Du 15 avril au 14 juin 1997, des milliers de femmes et d'hommes se mettront en marche à travers l'Europe.

Nous partirons de nos villages et communes, nos entreprises et écoles. Nous sillonnerons les routes, passerons à travers la capitale de nos pays et convergerons vers Amsterdam. Partout, il y aura des comités pour nous accueillir, nous héberger, nous soutenir. Nous nous adresserons aux entreprises, aux écoles et aux universités. Nous interpellons décideurs politiques et acteurs sociaux.

En démarrant de Sarajevo, Tanger et Varsovie, nous tendons la main de la solidarité internationale au Sud et à l'Est, au-delà de l'Union Européenne.

Tous et toutes nous marcherons ensemble vers Amsterdam. Car c'est là, les 16 et 17 juin 1997, que le futur de l'Europe devrait être décidé par les chefs de gouvernement réunis au sommet de clôture de la Conférence Intergouvernementale de révision du traité de Maastricht.

Chômeurs et chômeuses, salarié(e)s et exclu(e)s, sans logis et sans droits,..., nous nous sommes engagé(e)s dans cet effort sans précédent, car nous craignons le pire : rien n'est vraiment prévu pour les sans abris, les 20 millions de chômeurs et les 50 millions de pauvres. Des millions de travailleurs sont inquiets pour leur avenir.

Pour réaliser ce projet, nous recherchons des

Euro-marcheurs (H/F) (réf : 97 / 0614)

Votre fonction :

- participer à la marche au départ d'un pays européen de votre choix pendant quinze jours minimum entre le 14 avril et le 15 juin 97
- faire rapport sur la situation des chômeurs et des exclus dans notre pays dans les différents lieux traversés par la marche et où la population locale accueillera les marcheurs par des actions, débats et festivités
- Témoigner des luttes des syndicats, des associations et des initiatives de la société civile pour tendre vers une Europe sociale et démocratique
- être porte-parole de la marche

Votre profil :

- être un des millions de citoyens qui trouvent que le droit au travail, à un logement décent, à la santé, à l'éducation, à la culture, à la liberté de déplacement doivent être les normes prioritaires de l'Europe de demain sans distinction de sexe ni de nationalité
- savoir retrousser les manches pour, en concertation avec les autres membres du groupe, régler les 1001 problèmes quotidiens de l'aventure : premiers soins, nourriture, sécurité,

Si vous êtes intéressés, envoyez vos coordonnées par courrier ou par fax au :
secrétariat des marches européennes
34 rue de la Tulipe - 1050 Bruxelles
tél : 02 / 502 37 80 - télécopie : 02 / 513 02 55

Fiche d'inscription des marcheurs internationaux

Contact personnel

Nom, prénom :

Age :

Sexe :

Adresse :

Code postal :

ville :

Pays :

Tél personnel :

Autre moyen de contact :

Information sur le parcours de la marche souhaitée

Dates de marche :

Lieu de départ souhaité (ville, pays) :

Lieu d'arrivée prévu :

Veux-tu participer au stage de préparation en Belgique ?

Veux-tu participer au projet vidéo "canal marches" ?

Langues parlées :

Problèmes éventuels (pointage, début d'embauche, enfant à charge ...) ?

Organisation représentée (éventuellement)

Nom :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Tél :

Télécopie :

Formulaire à renvoyer au secrétariat des marches
34 rue de la Tulipe - 1050 Bruxelles - Télécopie : 02 / 513 02 55

FORMULAIRE MARCHEUR EN BELGIQUE

Je souhaite marcher en Belgique les jours suivants :

Lille / Bruxelles

- lundi 26/05 de Lille à Tournai
- mardi 27/05 de Tournai au Borinage
- mercredi 28/05 du Borinage à La Louvière
- jeudi 29/05 de La Louvière à Tubize
- vendredi 30/05 de Tubize à Bruxelles

Givet / Bruxelles

- lundi 26/05 de Givet à Charleroi - sud
- mardi 27/05 de Charleroi - sud à Charleroi - nord
- mercredi 28/05 de Charleroi - nord à La Louvière
(Jonction avec Lille / Bruxelles)

Givet / Namur / Liège / Maastricht

- lundi 26/05 de Givet à Dinant
- mardi 27/05 de Dinant à Namur
- mercredi 28/05 de Namur à Andenne
- jeudi 29/05 d'Andenne à Huy
- vendredi 30/05 d'Huy à Seraing
- samedi 31/05 de Seraing à Liège

Nom, prénom :

Adresse :

Code Postal : Commune ou Ville :

Tél : Fax :

Formulaire à renvoyer au secrétariat des
Marchés Européennes - 34 rue de la Tulipe - 1050 Bruxelles
tél : 02/502 37 80 - fax : 02/513 02 55



**Marches européennes contre le chômage, la précarité et l'exclusion
du 14 avril au 14 juin 1997 vers Amsterdam**

Groupe d'initiative pour la Belgique
34 rue de la Tulipe 1050 Bruxelles - Tél: 02/502 37 80 - Fax : 02/513 02 55 - Compte 068-2197839-40

Contacts locaux au 25.03.1997

Bruxelles :

Marches Européennes Bruxelles c/o Communauté Emmaüs / La Poudrière
Jacques De Vos - 60 rue de la Poudrière - 1000 Bruxelles
Tél : 02 / 502 37 80 - Télécopie : 02 / 513 02 55

Braine le Comte :

(Contact provisoire)

Dominique Fievez - Place de Cambron 6 - 7870 Cambron St Vincent
Tél : 068/45 62 41 (le soir)

Borinage :

Maison ouvrière Quaregnon

Robert Lefevre - rue Jules Destrée 272 - 7390 Quaregnon
Tél : 065/77 78 79

Charleroi :

Secrétariat

Christiane Maigre - 13 rue Jacques Lion - 6040 Jumet - Tél : 071 / 37 58 89

La Louvière :

(Comité en formation) - adresse de contact : Jack Houssa

c/o Centre Culturel Régional du Centre - Place Mansart 17/18 - 7100 La Louvière
Tél: 064 / 22 62 93 - Télécopie: Jack Houssa c/o CCRC 064 / 21 51 25

Liège :

Secrétariat : c/o Mensuel C4 - En Roture 11 - 4020 Liège Tél: 04 / 342 94 55
Télécopie : 04 / 342 37 23

Tournai :

(Comité en formation) - contact provisoire :

Jean Delaunoy - Forum Citoyen - Placette aux Oignons 13 - 7500 Tournai
Tél / télécopie : 069 / 22 63 10

Tubize : Groupe des immigrés de Tubize

c/o Vella Leonardo - rue Reine Astrid 68 - 1480 Tubize
Tél : 02/355 36 04

Verviers :

Dominique Duchesne - Mordicus ! - rue du Moulin 5/23 - 4800 Verviers
Tél : 087/35 32 83 & 087/22 55 11

Mass unemployment is beyond doubt the main problem of the European Union. The Commission's latest report on *Employment in Europe* records 10.7 per cent of the labour force as unemployed, comprising over 17.8 million people. These are official figures, but in some countries the real figures are much higher.

Unemployment amongst young people (aged 15 to 24) runs at twice the average rate, or more than 21 per cent. Almost half those people without work have not been able to find a job for more than a year.

Throughout 1996, and this year, these figures have been worsening. In Germany, official unemployment now runs at over 4.6 million — the highest since the 1930s, when Hitler came to power. In the words of the European Appeal for Full Employment:

'Ever more women and men are being excluded from any hope of earning their living by actively contributing to their societies' wealth . . . We should call this exclusion by its right name: it is a disaster which is destroying people's lives, dissolving the social fabric in which we live and depend on one another, undermining the very foundations of democratic politics. It calls for urgent relief . . .'

The European Convention for Full Employment

Brussels, 22/23 May 1997

Members of the European Parliament from every country and from 36 different political groups joined forces last year in an Appeal to public opinion for action for full employment. Now we have received support from more than 600 Parliamentarians all over Europe, and from very large numbers of trade unionists, Church leaders and non-governmental organisations. To bring all these people together, in dialogue with the unemployed, we are calling a Convention for Full Employment, to meet in Brussels on 22 and 23 May of this year. This Convention will provide space for a number of workshops which can network joint and common action across Europe, and stimulate public opinion to recover the initiative, once again, for the restoration of full employment upon which all our freedoms rest.

Convention européenne pour le plein emploi
Bruxelles, les 22 et 23 mai 1997

Formulaire d'inscription

À remplir en caractères d'imprimerie, s.v.p.

* Biffer la mention inutile

* Je / Mon organisation déclare soutenir l'Appel pour le plein emploi en Europe/

* souhaite devenir signataire de l'Appel

NOM

Représentant

(nom de l'organisation)

Poste / Fonction

ADRESSE

..... Code postal

Tél. (préfixe inclus) Télécopie

Je souhaiterais participer à l'un des quatre principaux ateliers suivants:

Marquer d'une croix:

- a) L'emploi; l'économie et les priorités des institutions européennes;
- b) La réduction du temps de travail et les nouveaux modes d'organisation du travail;
- c) Les scénarios de rechange européens pour l'économie et l'environnement;
- d) L'exclusion et les droits sociaux

D'autres réunions, plus restreintes, pourront être organisées. Si vous souhaitez y participer, veuillez indiquer le(s) thème(s) que vous souhaiteriez voir aborder:

.....

* Veuillez me faire parvenir la documentation sur la conférence (

* Marquer d'une croix

À retourner à: EFCE, c/o Ken Coates'Office, 8 Regent Street, Mansfield, Notts, NG18 1 SS, UK
Tél.: 01623 427622 - Télécopie: 01623 427155

ou à: M. Ken Coates, député au Parlement européen, Salle MAE 530, Parlement européen,
97, rue Belliard, Bruxelles, B-1047 Belgique - Tél. 0032 2 2845297
Télécopie 0032 2 2849297

Agenda

Vendredi 18 et samedi 19 avril 1997 au Parlement Européen - Salle L03 C50 - 43, rue Wiertz - 1040 BXL : Conférence nationale : « POUR UNE EUROPE DES DROITS CIVIQUES ET SOCIAUX » autour du rapport du comité des Sages. (Org : La Ligue des Droits de l'Homme)

Samedi 19 avril 97 à l'Institut de Sociologie de l'ULB - 44, av Jeanne - 1050 BXL : Forum des associations et Journée de réflexion : « CAP SUR UNE SOCIETE PLUS HUMAINE. Nous sommes tous concernés.

Lundi 21 avril 1997 à 20 H au Centre Culturel et de Congrès de Woluwé St-Pierre - 93, av Charles Thielemans - 1150 BXL - Parking B et C : Conférence débat : « TIMOR : 20 ANNEES D'OCCUPATION » avec Mr José Ramos Horta, prix nobel de la paix 1996. (Org : SOS Timor & Mouvement Chrétien pour la Paix.)

Jeudi 24 avril 1997 à 20H à la salle des Riches Claires - 24 rue des Riches Claires - 1000 BXL - Projection du Film « Bagdad Café » de P Adlon suivi d'une conférence animée par Claire Héber-Sufrin, initiatrice des Réseaux Echanges Réciproques de Savoirs. (Org : L'Autre « lieu » Rapa)

Samedi 26 avril 1997 à 14 H au Centre Culturel Libertaire - 65, rue du Midi - 1000 BXL : Conférence débat : « LA BULLE FINANCIERE » animé par René Deschuter.

Samedi 26 avril 1997 à 14 H au Palais des Congrès de Liège - Fête « MADE IN DIGNITY », débat Nord-Sud, Jeunes en action, expo-action, espace solidarité, musique du monde et concerts de Blakapar, N'Faly Kouyate et Dunyakan, Geoffrey Oryema suivi d'une soirée Danse africaine. (Org : Les Magasins du Monde Oxfam).

Samedi 3 Mai 1997 à 14 H à la Place de la Monnaie à 1000 BXL - Manifestation, stand d'info, diffusion massive des cartes de campagnes, percussions, animations variées : « CAMPAGNE VETEMENTS PROPRES »

Vendredi 23 et samedi 24 Mai 1997 à la maison des associations Internationales - 40 rue Washington - 1050 BXL - Journée d'étude : « Santé mentale & Société. Des "pathologiques" aux ... "politiques" : De l'altérité à la solidarité, un itinéraire à baliser » (org : L'Autre « lieu », RAPA, l'équipe santé CEMEA, CNE, CRIDIS, Fondation Travail et Santé, GUE, SAS, SETCA, SIAJEF et les membres du Comité Santé mentale et Société)

De la Résistance à l'Exigence !

Nous en prenons plein la gueule, nous sommes meurtris, notre dignité est bafouée. Nous regrettons l'hier où nous étions actifs (ceux qui l'ont été). Une légitime colère nous habite, la résignation nous guette. Nous nous accrochons à des acquis que nous prenons pour des droits et nous vitupérons « LA SOCIETE » qui nous asservit.

C'EST FINI !

Activités à annoncer:

- C4: « visites guidées » des centres fermés
- Plumes contre l'exclusion - Naissance de la revue « Politique » - Conférence du C.L. sur la « bulle financière » - Contradictions-> Maurice Delogne -Timor
- Santé mentale et société - Nos petites utopies - Pour une Europe des droits civiques et sociaux - Made in Dignity (Liège)/campagne « vêtements propres »
- Résistances d'ici et d'ailleurs ?

Si les exterminations planifiées voire méthodiques de populations entières en Amérique, en Arménie (1915) ou en Ukraine (1932-1933) ont été depuis belle lurette remises dans le placard sordide de la « mauvaise conscience » humaine, l'actualité en marche, malgré la débauche médiatique quotidienne, nous fait tenir, au mieux, pour anecdotique la multitude de génocides contemporains. Timor-est occupé assurément une place « de choix » dans cette complicité du silence jour après jour réaffirmée.

Collectif Solidarité contre l'exclusion: emploi et revenus pour tous

1- Présentation

Il veut être à la fois un réseau et un mouvement. Il refuse le fatalisme et le paternalisme.

Le collectif est constitué aussi bien de personnes sans emploi que de travailleurs.

Le collectif est pluraliste, indépendant et ouvert à tous ceux qui adhèrent à ses objectifs, à l'exception des personnes préconisant la violence, le racisme ou la xénophobie.

Le Collectif a la particularité de réunir, en son sein, 3 types de participants: des individus, des différentes associations (une vingtaine) ainsi que des syndicalistes et différentes sections syndicales y participent aussi.

Nous pensons que, réunir différents partenaires d'horizons différents, cela permet de mieux lutter contre l'exclusion et les problèmes d'emploi, d'accès aux revenus et les conséquences qui en découlent (perte de logement, difficultés de santé, etc ...)

2. Genèse du projet

L'idée a germé, au sein de l'association "Solidarités en mouvement", en juin 1995. De juin 95 à juin 96, des réunions ont été organisées et ont mobilisé différents acteurs sociaux autour d'un projet d'"Etats Généraux de l'Emploi". Petit à petit, l'idée a mûri. L'appel du collectif et son nom ont été adoptés définitivement le 14 septembre 96.

3. Nos objectifs

L'emploi a été jusqu'ici le moyen qui permettait d'avoir des revenus décents pour vivre et de s'insérer dans la société. Or, il est de plus en plus en danger. Non seulement le nom-

bre de personnes n'ayant pas accès à un emploi décent augmente sans cesse, mais les conditions de travail de ceux qui ont encore un emploi se dégradent. L'économie, aidé de certaines instances internationales (la Banque Mondiale, le F.M.I., ...) entend se substituer au politique pour gouverner la planète ! **L'humain est-il une marchandise comme une autre ...?** Le citoyen a le sentiment qu'il ne peut influencer sur son sort et que sa voix n'est pas écoutée.

Nous refusons d'accepter cette situation comme une fatalité. Nous avons conscience qu'il est nécessaire d'agir et de lutter contre une logique du "Y-a-qu'à ...". Nous pensons que les citoyens ont le droit et le devoir de s'exprimer, et de réfléchir et de s'organiser pour impulser un changement de société. Il faut s'unir et constituer un rapport de force capable de s'opposer à la logique du seul profit et du tout à l'économique.

4- Que faisons-nous ?

Nous participons activement aux marches européennes contre le Chômage, la précarité et l'exclusion.

Une série d'ateliers qui conduisent vers des réflexions et des actions sont organisés en son sein. Tout qui veut est le bienvenu pour ce faire. Ils ont pour but de dégager des solutions et déboucheront sur deux forums (un le 27 avril 1997 et l'autre en automne de cette même année). De ceux-ci, devront se dégager des revendications claires et précises en matière d'emploi, et d'accès à des revenus décents qui seraient portées par un maximum d'individus et que nous répercuterons vers le monde politique.

La Coordination du Collectif.

Le 13 avril 97.

Message aux personnes qui reçoivent un numéro gratuit

Si la lecture de ce numéro vous a plu et que vous ne désirez pas vous faire membre du Collectif mais seulement être tenu au courant de nos activités, nous vous demandons de verser au minimum 300FB sur le compte du Collectif: 523-0800384-15.

Comment devenir membre du Collectif ?

Le Collectif se base sur un appel paru dans les deux journaux précédents. Si vous ne l'avez pas, demandez-le.

Pour devenir membre, il faut d'abord que vous signiez notre appel. Le paiement de la cotisation induit d'office que vous y adhérez. Les cotisations sont fixées par an à 1.200 FB (ou 100 FB par mois par ordre permanent) pour les travailleurs et 600 FB ou (50 FB/mois - ordre permanent) pour les personnes sans emploi ou minimexées. Le numéro de compte du Collectif est le 523-0800384-15 (Banque Triodos). Le fait d'être membre donne droit au vote aux assemblées générales et à recevoir le journal et les invitations aux A.G.

Vous pouvez aussi être sympathisant. Le montant de votre cotisation est alors de 300 FB par an. Elle vous donne droit à recevoir notre journal.

Nom: Prénom: tél.:/.....

Adresse: C.P.: Ville:

Je signe l'appel: signature:

Je demande à être tenu au courant et je verse 300 FB par an pour les frais de courrier et de journaux.

Je me fais membre en versant au compte de la banque Triodos:

523-0800384-15.

soit: 100 FB par mois (ou 50 FB par mois: sans emploi et minimexés) par un ordre permanent; soit: 1.200 FB par an (ou 600 FB par mois: sans emploi et minimexés); soit: plus si je veux: FB

Cochez la case adéquate, merci. SVP Ecrivez en imprimé afin que nous puissions vous lire. Merci.

Talon à renvoyer à l'adresse suivante: Collectif Solidarité contre l'exclusion, 25 av. Depaire, 1020 Bruxelles.

**Envie de réagir ? N'hésitez plus !
Contactez-nous et livrez-nous vos commentaires
aux adresses reprises ci-dessous.**

Collectif Solidarité contre l'exclusion: emploi et revenus pour tous

Secrétariat central du collectif : Claire André, 25 av. Depaire, 1020 Bruxelles tél et fax : 02/479.39.82

(Le fax est un modem !) e-mail: collectif.emploi@linkline.be

Antenne Arlon-Neufchâteau: Chantal Rossignon-Rousselle, 1 rue de la Fontaine, 6724 Marbehan,
tél. et fax: 063/41.14.70.

Antenne Liège: Corine Barella, 11 en Roture, 4000 Liège,
tél.: 04/342.94.55 et fax: 04/342.37.23.

Antenne Namur: Marie-Pierre Seron, Moc Namur-Ciney, 21/7 rue Edouard Dinot, 5590 Ciney,
tél.: 083/21.57.34.

Compte du Collectif : 523-0800384-15 (Banque Triodos)

Ont participé à ce numéro:

Conception: Serge Remy, Laurent Jacob, Michel Willekens, Jean-Marc Charlet, Claire André;

Articles de: Marie-Rose Clinet, André Leclercq, Jean-Luc Haurez, Lucien Gosset, Claire André.